

Carlos Lopes - L'Accord de Paris, l'espoir de sauver des vies

Addis-Abéba, Éthiopie, le 21 novembre 2015 (CAPC) – Selon le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), si les négociateurs sur le climat et les gouvernements ne prennent pas les statistiques sur les impacts du changement climatique, il se pourrait que d'une vision humaniste nous perdions le sens de l'urgence dans les négociations.

À la veille de la 21ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), prévue pour la fin de ce mois, à Paris, en France, M. Carlos Lopes dit qu'il s'agit des derniers instants pour beaucoup d'Africains qui sont les premières victimes des effets du changement climatique et pour qui les conclusions des négociations sont importantes.

Il dit qu'au-delà des clauses prévues dans l'Accord de Paris, ce sont des millions d'Africains, en particulier les populations les plus démunies, situées dans les zones rurales, composées de femmes et d'enfants qui en souffriront.

Bien que de nombreux rapports décrivent les conséquences catastrophiques du changement climatique pour la plupart des pays africains, il ne faudrait pas que la voix africaine soit perçue comme celle de la victime.

Il s'agit d'une autre opportunité d'affirmer la position de l'Afrique grâce à des données disponibles et une recherche accrue, des alliances basées sur des valeurs communes et la volonté de parler d'une seule voix sur des questions cruciales comme la sécurité énergétique, la transformation agricole et la centralité d'un développement axé sur les populations qui reposent sur la protection des biens écologiques et la rareté des ressources naturelles du continent.

Plusieurs rapports scientifiques soulignent qu'en cas d'absence de mesures de mitigation (par le biais des réductions d'émissions concrètes) entre l'Accord de Paris et la date butoir de 2020 pour la mise en œuvre du traité, le réchauffement climatique pourrait aller au-delà de 3 degrés celsius avec des pertes prévues du Produit intérieur brut (PIB) de 5% dans de nombreux pays et une réduction de près de 10% de la production agricole.

Il dit que les priorités fondamentales de l'Afrique ne doivent pas se perdre dans la gouvernance mondiale car les opportunités pour que le continent reste un pôle de croissance continue seront beaucoup plus réduites en cas de changement climatique.

Il dit que la justice sociale et l'équité doivent être au cœur des discussions mondiales; et ajoute qu'il est moralement inacceptable et économiquement insoutenable que le reste du monde continue d'ignorer les millions de personnes vulnérables en Afrique qui ne seront ni présents à la table des négociations ni en mesure de raconter leurs défis quotidiens en termes de santé, d'énergie, de sécurité alimentaire, d'éducation, de manque d'eau... et dont l'avenir, sciemment ou pas, est conditionné par la Conférence de Paris, quel que soit l'aboutissement.

Il souligne qu'il faut un changement fondamental et veiller à ce que le continent africain soit perçu comme un bénéficiaire et acteur égal dans l'arène mondiale en matière de développement. Il est

grand temps de voir le monde comme un et unique bloc et non comme plusieurs blocs et groupes d'intérêt. Il ajoute que l'approche de l'intérêt personnel éclairé qui ne laisse personne pour compte est la solution pour résoudre les problèmes complexes de migrations, de conflits et de morts.

M. Lopes dit que l'accord très attendu sur le changement climatique pourrait modifier radicalement le paysage en termes d'équité et d'égalité, et ensemble avec le Programme «UA 2063», l'Agenda 2030 sur le développement durable posera les bases pour éradiquer la pauvreté de façon irréversible, favoriser la croissance inclusive et protéger la planète.

Il souligne que lors des négociations il faudra mettre l'accent sur des investissements axés sur les populations, veiller à ce que le financement soit approprié, accessible et prévisible pour soutenir pleinement les priorités nationales de développement.

Il conclut en disant qu'il s'agit de notre détermination commune de façonner le cours de la gouvernance et de permettre à l'humanité de sortir victorieuse de la sémantique et des intérêts particuliers.